



LA RENCONTRE DE L'URBANISME ET DE LA CULTURE, À L'HEURE DES TRANSITIONS

Frank MICHELETTI, chorégraphe, directeur artistique de Kubilai Khan Investigations

Jean-François CARON Loos-en-Gohelle

Benoît BOUSCAREL : Restez là, restez assis, restez avec nous, on va accueillir deux nouveaux invités, mais d'abord on va retrouver Frank MICHELETTI au platine. Merci beaucoup pour cet échange.

(...)

Benoît BOUSCAREL : Alors, ce n'est pas le pape, mais on a réussi à le faire venir. C'est Olivier BIANCHI, le maire de Clermont-Ferrand, notre nouvelle invité, Président aussi de Clermont Auvergne Métropole, évidemment. Et puis le retour de Gregory BERNARD, adjoint à l'urbanisme et président de l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central. Olivier BIANCHI, un mot pour finir de lancer cette rencontre nationale des agences d'urbanisme en Auvergne. Il y a un mot qui dit finissez d'entrée. Il faut peut-être finir de lancer à l'issue de cette soirée de lancement.

Olivier BIANCHI : D'abord, bienvenue à toutes et à tous à Clermont-Ferrand. Je constate, à chaque fois, on a eu le congrès du GART il y a quelques semaines, et en fait, on n'est pas toujours bien relié, mais on est au milieu de la France. Et donc pour tout le monde, c'est à équidistance de tout le monde. Et donc, du coup, vous êtes nombreux, vous étiez nombreux au GART, vous êtes nombreux aujourd'hui à la FNAU. Et c'est un vrai plaisir pour nous de vous accueillir. De ce point de vue-là, je veux d'abord remercier évidemment la directrice générale, Brigitte BARIOL-MATHAIS, mais aussi la présidente Sonia DE LA PROVÔTE pour avoir choisi Clermont-Ferrand.

Merci au président de l'Agence d'urbanisme Gregory BERNARD, à son directeur Stéphane CORDOBES, parce que c'est eux qui ont aussi choisi le thème. Et évidemment ce thème, à un mois et demi de notre candidature à la capitale européenne, en tout cas de notre oral, c'est quelque chose qui est pour moi extrêmement capital. Je vous écoutais tout à l'heure parler d'ailleurs des territoires et de la mémoire et de comment on travaillait à partir d'un substrat, qui est un substrat au fond de culture, d'identité, mais au sens positif du terme. Et je me dis qu'au fond, c'est pour nous absolument indispensable au moment où, on l'avait choisi « No cultures, no futures », c'est-à-dire où on pourrait estimer qu'au fond, il n'y a pas besoin qu'on s'interroge sur ces problématiques-là, puisque de toute façon, l'urgence de transition écologique et

l'urgence de la transformation de nos territoires et des violences à la fois écologiques que nous allons subir, et du coup des violences sociales qu'elles vont engendrer, la culture serait une sorte de supplément d'âme. Moi, je me suis battu toute ma vie, avant même que ces problématiques existent, pour définir le fait qu'une politique culturelle, ce n'était pas une cerise sur le gâteau, ce n'était pas un supplément d'âme.

Donc, à fortiori, dans ce moment de crise, ce n'est toujours pas un supplément d'âme, c'est quelque chose d'absolument essentiel, et ça nous permet aussi de peut-être accompagner. Je pense que, LATOUR disait atterrissage en parlant des politiques culturelles dans cette période de transition, donc, comment on atterrit et comment on utilise des questions culturelles pour préparer cette mutation sans précédent, peut-être civilisationnelle.

Mais quand on touche à la civilisation, on touche aux questions culturelles. Donc, comment on les prépare et comment finalement ces problématiques sont des problématiques essentielles de ce que nous vivons actuellement et avoir choisi Clermont, c'était d'abord une reconnaissance du travail de l'Agence de Clermont, et je redis merci à son directeur et à son président, et aussi une reconnaissance peut-être d'un territoire qui justement cherche à trouver des solutions sur la base de son histoire, sur la base de son rapport au territoire, sur cette idée de l'urbain et du rural, de ces ouvriers paysans qui sont venus construire une ville qui n'aurait pas été ce qu'elle est si elle avait assumé de sa destinée manifeste, peut-être au fond une ville de 50 000 habitants dans le Massif central, comme d'autres.

Mais là, il s'est passé deux choses absolument invraisemblables, je me permets de les compter. D'une part, une décision privée, j'aime bien faire ça parce qu'il y a une décision privée, une décision publique. Une décision privée, c'est deux frères qui se disent qu'au fond, on peut trouver une réforme du pneu de vélo et qu'en trouvant cette solution, pour mieux le démontrer et donc être plus réactif, ils vont construire cette manufacture qui est la seule entreprise du CAC40 à avoir son siège en dehors de la région parisienne, qui continue à investir ici avec un centre de recherche monde de 280 millions d'euros, qui fait que toutes les intelligences qui travaillent sur ces questions sont ici, donc on a des Japonais, des Coréens et donc on est une ville monde, c'est bizarre pour une ville de 150 000 habitants, on est petite ville monde. Et puis, il y a une deuxième décision encore plus invraisemblable, je pense que peu de territoires la connaissent et l'ont

connu, c'est une décision publique, c'est des élus, je ne sais pas ce qu'il leur a pris, municipaux, qui à la fin du 19e siècle se sont dit, nous on n'a pas une université comme Montpellier, qui a été la grande université médiévale de la médecine, mais faudrait quand même que l'on ait de l'enseignement supérieur. Et donc ils créent une école municipale, accrochez-vous, une école municipale de droit et une école municipale de médecine, dont les premiers enseignants sont des fonctionnaires territoriaux. Et puis, de cette aventure avec aussi le repli d'université de Strasbourg et de tous les grands intellectuels qui y étaient au moment de la 2e guerre mondiale, on est devenu ensuite une université de plein droit et aujourd'hui c'est 6 000 chercheurs publics, 40 000 étudiants, tous les champs disciplinaires à part un IEP, ça c'est le prof de Sciences Po qui se plaint un peu, mais à part un IEP et on a toutes les formations de la sociologie à la psycho, en passant par les sciences humaines, le droit, la médecine, les grandes écoles d'ingénieurs, et ça, ça a fait, ces 2 décisions, publique et privée, ont fait qu'aujourd'hui on n'est pas tout à fait la même chose. Et donc, c'est pour ça qu'il faut connaître notre substrat historique, il faut comprendre notre substrat culturel, non pas pour dire qu'on est différent des autres, parce qu'en même temps on est dans des mouvements et il y a à la fois ce rapport de ressemblance et de dissemblance qu'il faut mettre en interrogation mais en même temps on a une histoire particulière, c'est peut-être l'occasion pour nous à travers votre 44e rencontre de les interroger et de vous les soumettre comme une des voies possibles de la réflexion sur le changement civilisationnel qui s'annonce.

Benoît BOUSCAREL : Qu'est-ce qu'il faut comme décision aujourd'hui, Olivier BIANCHI, pour faire avancer encore Clermont Ferrand, mais c'est une question qui peut se poser pour les villes de cet ordre-là, de cette taille et dans cette dialectique-là avec leur région, avec leur ruralité. Qu'est-ce qu'il faut aujourd'hui comme décision et la candidature pour la capitale européenne de la culture, ça serait un joker, on va dire, pour aussi transitionner en même temps et imaginer le Clermont Ferrand du futur ?

Olivier BIANCHI : D'abord il faut peut-être changer les rapports de force, c'est-à-dire que Clermont n'est pas une centralité qui veut se faire une sorte de jacobinisme régional et qui écraserait les autres, c'est droits et devoirs d'une ville centre. Et donc comment à un moment donné, on construit un dialogue fructueux entre, alors je vais utiliser un mot, je ne sais pas si tout le monde dans les agences d'urbanisme l'aimera, mais moi je l'aime bien parce que de temps en temps les vieux mots, ça dit, comment à un moment donné on travaille en coproduction avec l'arrière-pays. Voilà, j'ai lancé le mot, ça va faire débat, je me ferai engueuler tout à l'heure au pot... mais ce n'est pas du tout condescendant, c'est au contraire, tout le contraire. C'est-à-dire que nous devons justement travailler à un rapport de production de valeur, à une production de représentation, à une production d'imaginaire qui soit quelque chose qui relève de la coopération et pas de l'écrasement, de la distinction et pas de la compétition. Et donc ça

c'est des choses qui m'intéressent. Et quand on a été une ville construite naturellement par tous ces ouvriers paysans, quand on a des étudiants qui ne viennent pas simplement d'Auvergne, mais qui viennent faire leurs études de tout le Massif central, on se rend compte qu'on a une sorte de devoir. On a des droits évidemment, mais moi j'aime bien en ce moment parler, on a des devoirs et ces devoirs c'est de redistribuer, c'est d'associer, c'est de mettre les choses en partenariat. Donc ça veut dire que sur les questions de déchets, il faut qu'on travaille, on a travaillé à pacifier la relation urbain-rural. Sur la question de l'eau, on ne s'en sortira pas si on ne décide pas de coopérer entre le monde urbain et le monde rural. Donc vous comprenez, je suis en train de donner les trois-quatre grands défis qui vont être ceux du XXIe siècle pour les élus locaux. Sur la question des mobilités, vous avez vu peut-être, ou si vous n'avez pas encore vu, vous allez y goûter pendant deux jours, on est en chantier total, absolu. On détruit tout, on fait 24 km de transports publics en site propre, intra-muros de la Métropole, c'est-à-dire on va de commune à commune, mais j'ai aujourd'hui une très grosse compétition d'habitants qui disent mais nous, comment on fait ? On n'a pas de solution, on n'a pas d'alternative, on vient de la quatrième ou de la troisième couronne et donc votre métro ou votre tram ou votre bus, parce que c'est partout comme ça, il nous concerne mal. Donc comment on fait ? Nous, on fait une étude avec l'Agence d'urbanisme sur le réseau ferroviaire, sur les gares, on réhabilite nos gares de la Métropole en estimant que demain, on sera au rendez-vous quand il sera nécessaire de lancer, quand en tout cas l'État, la Région, auront pris conscience que c'est vraiment l'enjeu majeur et que quand je dis prendre conscience, il commence à l'avoir, mais il faut mettre un peu d'argent. Mais nous, on aura fait déjà des choses, c'est-à-dire qu'on prépare l'avenir. On n'est pas dans un rapport politique où on dit « ce n'est pas nos compétences, tant que c'est pas à nous, non ». Aujourd'hui, les citoyens, ils ont besoin d'une forme d'efficacité des décideurs et donc il faut prendre les décisions là où nous sommes et préparer les choses. Donc ce travail que l'Agence d'urbanisme a conduit pour nous tous, d'ailleurs pour la région aussi, d'études sur ces questions, les réhabilitations des gares SNCF, c'est ça. Donc prendre un certain nombre de grands projets, l'eau, les déchets, la mobilité, qui vont être des projets qui ne peuvent pas être étudiés à l'aulne de nos frontières territoriales. En fait, il faut oublier les frontières. Les élus, on pense qu'à ça, mais les citoyens, ils ne les connaissent pas. Il faut oublier les frontières, il faut travailler aux flux, aux circulations, aux interactions. Et c'est ça que nous essayons de faire. La capitale européenne, je sais que c'est un joker, on en reparlera vendredi sur une table ronde, mais la capitale européenne de la culture, on a décidé de la faire à l'échelle du Massif central, je dis juste ça. C'est-à-dire en fait, comment je fais pour avoir des gens qui viennent faire leurs courses de Noël, de l'ensemble du Massif central à Clermont-Ferrand, qui envoient leurs étudiants faire leurs études et qui viennent consulter ici les grands professeurs dans certains domaines qui ne trouvent pas dans leur territoire, et que le reste du temps, je leur dirais, moi, la capitale européenne, c'est juste pour moi. Droits et devoirs, devoirs de les associer et de leur dire, vous en êtes, et vous

allez avoir cette reconnaissance et vous allez avoir cette considération. Et à partir de là, je pense qu'on peut convaincre les gens, qu'on travaille autrement et que ce territoire invente aujourd'hui un avenir, un avenir de partage, de solidarité.

Benoît BOUSCAREL : Deux mots peut-être de décentralisation, parce que c'est pareil, ça ne concerne pas vraiment, peut-être, les citoyens très directement, mais ça va concerner pas mal de monde ici dans cette salle, et puis ça va être intéressant d'en parler peut-être. La décentralisation culturelle, est-ce qu'il y a quelque chose peut-être un peu à relancer ou en tout cas à ré imaginer pour l'avenir, Olivier BIANCHI ?

Olivier BIANCHI : Moi, ça fait quoi, 25 ans, que je suis investi sur les politiques publiques culturelles nationales, c'est plutôt ça mon secteur de réflexion et d'action. On est un peu inhibé. La décentralisation culturelle, ça a été les grandes heures, je dirais MALRAUX, LANG, on s'y réfère de façon absolument, presque comme les tables de la loi, on a du mal même les partis politiques de tout bord, à réinventer une nouvelle histoire culturelle, une sorte de nouvel élan. Qu'est-ce que ça veut dire ? La démocratisation ? La démocratie culturelle ? Ce n'est pas les mêmes choses. Donc on répète un peu. Et en même temps, force est de constater que le monde a totalement changé. Les comportements culturels ont changé. Le numérique, les plateformes, ont tout bouleversé. L'économie de la culture renverse tout.

Donc plus qu'une démocratisation ou une démocratie culturelle qui viendrait répéter, un peu à l'annuler les grands textes de loi de l'ancien temps, je pense qu'il faut qu'on se mette autour d'une table et qu'on produise une nouvelle étape qui n'est pas obligatoirement qu'une question de décentralisation parce qu'en fait, la décentralisation culturelle de fait globalement, globalement, elle existe. Quand on est dans le Massif central, on peut en discuter mais elle existe. Et donc, par contre, ce qui est aujourd'hui essentiel, c'est qu'en fait, il y a toute une partie de personnes qui ne participent pas à cet enjeu là, soit pour des questions sociales, soit pour des questions de représentation et d'imaginaire.

Et vous me permettez juste de dire que moi, je suis très content d'être aujourd'hui ici à la scène nationale et saluer la directrice, Céline BREANT, je ne sais pas si elle est parmi nous, mais parce que justement, elle vient d'arriver, elle a réinterrogé les imaginaires, elle a réassocié un certain nombre de gens, elle a une programmation qui réintroduit la question des classes populaires, qui réinterroge cet avenir écologique. Elle renverse des choses. Et donc, c'est aussi ce travail là qu'il faut réussir à faire, choisir ce lieu, en plus de Clermont, c'était évidemment une très bonne idée.

Emma DELAUNAY : Vous évoquez le fait de ne plus penser en frontière, de ne plus penser, peut-être aussi si on transpose cette image, de manière discipline, de cloisonner les disciplines, et je voulais vous interroger Grégory BERNARD.

Si vous travaillez de façon transversale, aujourd'hui de plus en plus, puisque on voit qu'il y a quand même des ponts parfois à faire sur des questions

qui vont au-delà de l'urbanisme, en tout cas qui touchent du doigt ces questions-là.

Grégory BERNARD : Oui, je pense qu'il n'y a plus de possibilité de faire autrement, en fait. Les enjeux anthropocènes qui ont été présentés brillamment tout à l'heure, et qui ont pu d'ailleurs, qui peuvent être des fois un peu plombants, on en discutera tout à l'heure, comment les uns et les autres l'ont ressenti. Ils ont besoin, à mon sens, quand on le prend, quand on comprend que la crise est globale, que le changement est global, que c'est un système, que c'est complexe, on prend une espèce de poids sur les épaules, et heureusement, d'ailleurs, qu'on a eu cet après-midi d'autres interventions, ça veut pas dire que celle de Michel LUSSAULT n'était pas bien, ça veut dire que, heureusement, qu'on reconstruit aussi de l'action, le sens de l'action, et là on vient d'entendre un ancien maire, mais qui a fait aussi autre chose après et qui est dans l'action.

Les paroles aussi qu'on a entendu, elles montrent que, je crois, on a besoin justement de..., tout à l'heure on nous a dit qu'il fallait inventer de nouvelles sciences, de nouvelles sensibilités, je le crois beaucoup, mais c'est aussi dans nos postures d'élus, de décideurs, c'est aussi dans notre façon de travailler, je crois vraiment qu'on a besoin justement d'inventer un nouvel art, mais pas au sens de l'artiste, mais là au sens plutôt de l'artisan, une nouvelle façon de procéder, et je crois que les agences d'urbanisme sont justement un de ces lieux où c'est possible.

Elles peuvent se penser, justement aussi, comme des acteurs et des acteurs culturels, ou presque civilisationnels, en tout cas qui peuvent contribuer à porter un regard sur le territoire, ce qui est notre objet finalement, l'aménagement, la transformation d'ailleurs que ce soit de l'urbain ou du rural, qui sont sûrement des catégories qu'il faut dépasser. En tout cas, on est dans cette action-là, et pour la porter, on a besoin de cette très grande transversalité, mais qui n'est pas à penser que par rapport à des disciplines constituées, qui est aussi plus largement une posture un peu humaniste, finalement, et ouverte sur le monde qui nous entoure.

Emma DELAUNAY : Peut-être un mot sur le travail qui attend les agences d'urbanisme ces deux prochains jours ?

Grégory BERNARD : Alors, d'abord, on a déjà bien travaillé. Ensuite, ce soir, on va faire travailler nos papilles avec un hommage, là aussi à notre culture, mais enracinée, ancrée dans ce territoire du Massif central, avec le travail de Frédéric COURSOLO sur les saveurs du Massif central. Là, je suis sûr que tout le monde a très envie déjà de franchir ses portes, et donc je vais essayer d'écourter maintenant ce que je vais dire. Mais demain, on va faire un pas de côté. Donc on va être sur des explorations. Voilà, la plupart d'entre vous, vous êtes inscrits dans une, dans l'autre, sur un territoire bien plus large, qui est celui qu'Olivier BIANCHI a décrit.

Certains vont aller à Vichy, d'autres à Thiers, d'autres vont arpenter cette ville, d'autres vont aller dans des paysages qui sont la diversité de notre territoire. Et puis on va se retrouver ici avec un grand moment demain soir, mais je ne veux pas

trop dévoiler, et puis vous avez vu des choses dans le programme. Il y a de très belles choses qui vont se passer demain soir. Et puis on se retrouvera aussi vendredi, ici même. Olivier (BIANCHI) sera encore avec nous à ce moment-là.

Il pourra d'ailleurs dialoguer avec la présidente de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, Sonia DE LA PROVÔTÉ, qui nous rejoint demain. Et puis on aura aussi, tout au fur et à mesure, des expériences un peu sensibles. On l'a déjà vu, on en a déjà vu un peu cet après-midi, mais ça va devenir de plus en plus participatif, je vais le dire comme ça. Et donc les uns et les autres seront invités à éprouver quelque chose. Voilà.

Emma DELAUNAY : Merci beaucoup.

Benoît BOUSCAREL : Merci beaucoup, Grégory BERNARD. Merci Olivier BIANCHI. Merci également à vous, Joëlle ZASK et Jean-François CARON. C'est le moment de refermer cette soirée d'ouverture de la 44e rencontre nationale des agences d'urbanisme.